

Lille, le 24/02/2026

La Fédération Française des Étudiant·e·s en Orthoptie exprime son inquiétude face au mal logement des étudiant·e·s

La Fédération Française des Étudiant·e·s en Orthoptie (FFEO) publie aujourd'hui les résultats relatifs aux étudiant·e·s en orthoptie tirés de l'enquête nationale sur les conditions de logement et de vie des étudiant·e·s, réalisée par la FAGE (Fédération des Associations Générales Étudiantes). Ces résultats dressent un constat préoccupant : derrière l'engagement et la réussite académique des futur·e·s professionnel·le·s de santé visuelle se cache une réalité marquée par une forte pression financière, des difficultés d'accès au logement et des inégalités persistantes en matière d'accessibilité.

Les étudiant·e·s interrogé·e·s, âgé·e·s en moyenne de 21,5 ans, représentent fidèlement la sociologie de la filière, historiquement féminisée, avec 82,5 % de répondantes. Issu·e·s de différentes régions et rattaché·e·s à plusieurs CROUS, notamment à Lyon, Strasbourg, Rennes ou à Caen, ces étudiant·e·s témoignent de situations diverses mais traversées par des problématiques communes.

L'enquête met en évidence une forte dépendance au parc locatif privé. Près de la moitié des répondant·e·s louent un logement seul dans le secteur privé et une part significative vit en colocation. Plus d'un quart résident encore chez leurs parents ou tuteur·rice·s, souvent par contrainte financière ou par impossibilité de trouver un logement accessible à proximité du lieu d'études. Seul·e·s 10% bénéficient d'un logement Crous, un chiffre particulièrement faible au regard des besoins. Plus préoccupant encore, un·e étudiant·e déclare être sans logement fixe, révélant une situation de vulnérabilité extrême.

Le poids financier du logement apparaît comme la principale source de tension. Le loyer moyen s'élève à 558 euros charges comprises, auquel s'ajoute un budget de 65,60€ alloué chaque mois aux transports. Ces dépenses incompressibles dépassent ainsi 620 euros par mois, avant même de couvrir l'alimentation, les frais pédagogiques, la santé ou les charges courantes. Or, seules 27,5 % des personnes interrogées sont boursier·ère·s. La majorité ne bénéficie donc d'aucune aide sur critères sociaux, bien que leurs ressources reposent largement sur le soutien familial, des emplois étudiants ou des prêts.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

FFEO



Le reste à vivre après paiement du loyer illustre l'ampleur de la fragilité économique. Certain·e·s étudiant·e·s déclarent se retrouver sans ressources financières, voire en situation de découvert, une fois le loyer réglé. Si une partie des répondant·e·s parvient à conserver un budget plus confortable, la majorité évolue dans une zone de tension financière permanente. Cette insécurité budgétaire pèse sur la santé mentale, la capacité à se concentrer sur les études et, plus largement, sur la qualité de vie.

Les conditions matérielles de logement apparaissent contrastées. Les surfaces varient de moins de 15 m² à plus de 30 m², et si une majorité estime son logement adapté à ses besoins, un quart des répondant·e·s le juge trop exigü. Malgré ces contraintes, le niveau de satisfaction déclaré reste globalement élevé, traduisant une forte capacité d'adaptation. Cette résilience ne doit toutefois pas masquer les difficultés rencontrées, notamment en matière de confort thermique, de présence de moisissures, d'infiltrations d'eau ou de problèmes de connexion internet, autant d'éléments susceptibles d'altérer les conditions d'étude.

L'accès au logement demeure par ailleurs un parcours parfois long et éprouvant. La moitié des étudiant·e·s ayant répondu à l'enquête a mis entre un et trois mois pour trouver un logement, et certain·e·s ont dû chercher pendant plus de trois mois. Quinze pour cent des répondant·e·s déclarent avoir subi au moins une discrimination dans leur recherche, rappelant la persistance de pratiques inéquitables sur le marché locatif. Ces situations, bien que minoritaires, sont inacceptables et renforcent le sentiment d'insécurité.

Les temps de trajet entre le domicile et le lieu d'études varient également de manière significative. Si une majorité bénéficie d'un trajet inférieur à quarante minutes, certain·e·s consacrent plus d'une heure à leurs déplacements quotidiens. Dans une formation paramédicale exigeante, ces temps de transport prolongés peuvent accentuer la fatigue et fragiliser l'équilibre entre études et vie personnelle.

L'enquête souligne enfin un enjeu majeur d'inclusion : l'accessibilité des logements. Seul·e·s un cinquième des répondant·e·s considèrent leur logement totalement accessible aux personnes en situation de handicap. La majorité évoque une accessibilité partielle ou inexistante, révélant un déficit structurel dans le parc étudiant. Cette situation constitue un obstacle non seulement pour les étudiant·e·s concerné·e·s, mais aussi pour l'accueil de proches ou de visiteur·euse·s à mobilité réduite.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

FFEO

À travers cette enquête, la Fédération Française des Étudiant·e·s en Orthoptie appelle à une prise de conscience collective. L'augmentation de l'offre de logements Crous, la revalorisation des bourses étudiantes, le renforcement de la lutte contre les discriminations et l'amélioration de l'accessibilité doivent devenir des priorités. Garantir des conditions de vie dignes aux étudiant·e·s en orthoptie, c'est garantir la qualité de la formation des futur·e·s professionnel·le·s de santé et, à terme, la qualité de la prise en charge des patient·e·s.

La FFEO poursuit son engagement auprès des pouvoirs publics et des acteurs de l'enseignement supérieur afin de défendre les droits et les conditions de vie des étudiant·e·s en orthoptie. La réussite académique ne peut se construire durablement sur la précarité.

Contact

Chloé HOMBERG

Présidente

06 48 54 49 33

contact@ffeo.org